

Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé

Convention collective de travail du 20 octobre 2017

modifiant la convention collective de travail du 9/9/2002 enregistrée le 24 janvier 2003 sous le n° 65153/CO/305.02 reprise par la convention collective de travail du 23 octobre 2007 conclue en exécution de l'article 27 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, enregistrée le 29 novembre 2007 sous le numéro 85891/CO/332 et modifiée par la convention collective de travail du 15 janvier 2013 enregistrée le 7 mars 2013 sous le n° 113863/CO/332

Préambule.

La convention collective n° 103 signée au Conseil National du Travail le 27 juin 2012 relative au crédit-temps modifiée par la convention collective de travail 103 bis du 27 avril 2015 et la convention collective de travail 103 ter du 20 décembre 2016 prévoit un droit au crédit-temps à raison d'un certain temps et selon certaines modalités :

1. Le droit à un crédit-temps avec motif pour un maximum de 51 mois. Il est réparti parmi une ou plusieurs des raisons suivantes :
 - s'occuper d'enfants de moins de 8 ans,
 - s'occuper d'un membre de la famille ou du ménage gravement malade,
 - apporter des soins palliatifs à un membre de la famille,

Ce droit peut être obtenu sous forme d'une réduction d'1/5 temps.

La convention 103 prévoit la possibilité au niveau de la commission paritaire ou de l'entreprise que ce droit puisse être également obtenu sous forme de réduction à mi-temps ou d'interruption complète.

2. Le crédit-temps avec motif pour une durée de 36 mois pour se former ;
Ce droit peut être obtenu sous forme d'une réduction d'1/5 temps.

La convention 103 prévoit la possibilité au niveau de la commission paritaire ou de l'entreprise que ce droit puisse être également obtenu sous forme de réduction à mi-temps ou d'interruption complète.

La durée des crédit-temps avec motifs ne peut excéder 51 mois au total.

3. Pour les personnes de 50 ans et +, la convention collective de travail 103 prévoit la possibilité de réduire son temps de travail à raison d'1/5 temps dans les hypothèses suivantes : antérieurement, ils ont effectué un métier lourd, comme défini dans ladite convention collective de travail n° 103, pendant au moins cinq ans durant les 10 années précédentes ou pendant au moins sept ans durant les 15 années précédentes

La convention prévoit que les secteurs au niveau de la Commission paritaire ou de l'entreprise peuvent également prévoir le droit à la réduction de 1/5 temps pour toute personne âgée de 50 ans au moins comptant 28 ans de carrière.

Les membres de la Commission paritaire décident de faire usage des possibilités ouvertes par la convention collective de travail n° 103 et d'étendre les divers droits à due concurrence.

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des établissements et services organisant de manière régulière la garde d'enfants de moins de 12 ans, tels que les crèches, les préguardiennats, les maisons communales d'accueil de l'enfance, les maisons d'enfants, les haltes-garderies – halte-accueil d'urgence et en accueil flexible, les services d'accueil extra-scolaire, les services de gardiennes agréés et les services d'accueillantes d'enfants conventionnées, les services de garde à domicile d'enfants malades, qui ressortissent à la commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé.

Article 2

Par "travailleurs" on entend : le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Article 3

Le paragraphe 2 de l'article 2 de la convention collective de travail du 9 septembre 2002 susmentionnée est complété par ce qui suit :

« et ses modifications successives, à savoir la convention collective de travail 103 bis du 27 avril 2015 et la convention collective de travail 103 ter du 20 décembre 2016. »

Article 4

Le paragraphe 2 de l'article 3 de la convention collective de travail du 9 septembre 2002 susmentionnée est remplacé par ce qui suit :

« En application de l'article 4 § 4 de la convention collective de travail n° 103, les parties conviennent que le crédit-temps avec motif visé à l'article 4 §§ 1 et 2 peut être pris sous forme d'interruption complète, de diminution à mi-temps ou de réduction à 1/5^{ème} temps pour la période maximale prévue à l'article 4 de la convention collective de travail 103, à savoir :

51 mois pour les motifs visés à l'article 4 §1 :

- pour prendre soin de leur enfant jusqu'à l'âge de 8 ans
- pour l'octroi de soins palliatifs, tels que définis à l'article 100 bis, § 2 de la loi de redressement du 22 janvier 1985
- pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade, tel que défini aux articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 10 août 1998

- pour l'octroi de soins prodigués à leur enfant handicapé jusqu'à l'âge de 21 ans
- pour l'assistance ou l'octroi de soins à leur enfant mineur gravement malade ou à un enfant mineur gravement malade considéré comme membre du ménage, tel que défini à l'article 4 de l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade.

36 mois pour les motifs visés à l'article 4 § 2

- suivre une formation correspondant à la description de la CCT 103

Avec 51 mois maximum, tout motif confondu. »

Article 5

L'article 6, 2^{ème} alinéa de la convention collective de travail du 9 septembre 2002 susmentionnée est remplacé par ce qui suit :

« En application de l'article 8 § 3 de la convention collective de travail n° 103, les parties conviennent que tout travailleur âgé de 50 ans et plus, comptant 28 ans de carrière, répondant aux conditions prévues par la convention collective de travail 103 pour bénéficier d'une réduction de carrière de 1/5^{ème} temps peut bénéficier d'une réduction de carrière de 1/5^{ème} temps sans prise en considération du seuil de référence lié au nombre de travailleurs occupés au sein de l'institution. L'accord préalable de l'employeur est toutefois requis, en fonction de critères négociés avec la délégation syndicale là où elle existe. »

Article 6

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée et entre en vigueur le 1^{er} avril 2017.

Elle peut être revue ou dénoncée à la demande de la partie la plus diligente, moyennant un préavis de trois mois, adressé par lettre recommandée à la poste au président de la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé.

Paritair comité voor de Franstalige en Duitstalige sector voor maatschappelijk welzijn en gezondheidszorg

Collectieve arbeidsovereenkomst van 20 oktober 2017

tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9/9/2002 geregistreerd op 24 januari 2003 onder nummer 65153/CO/305.02, overgenomen bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 oktober 2007 gesloten in uitvoering van artikel 27 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de Paritaire comités, geregistreerd op 29 november 2007 onder nummer 85891/CO/332 en gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 januari 2013 geregistreerd op 7 maart 2013 onder nummer 113863/CO/332.,.

Inleiding

Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103, ondertekend op de Nationale Arbeidsraad van 27 juni 2012 betreffende het tijdskrediet, gewijzigd door collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 bis van 27 april 2015 en de collectieve arbeidsovereenkomst 103 ter van 20 december 2016, voorziet in een recht op tijdskrediet voor een bepaalde tijd en in functie van bepaalde voorwaarden:

1. Het recht op een tijdskrediet met motief voor maximaal 51 maanden. Dit recht kan worden opgenomen om één of meerdere van de volgende redenen:
 - om te zorgen voor kinderen jonger dan 8 jaar,
 - om te zorgen voor een zwaar ziek gezins- of familielid,
 - om palliatieve verzorging te verlenen aan een familielid,

Dit recht kan worden opgenomen onder de vorm van een 1/5de vermindering van de arbeidsprestaties.

Collectieve arbeidsovereenkomst 103 voorziet ook in de mogelijkheid op niveau van het paritair comité of de onderneming om dit recht op te nemen onder de vorm van een halftijdse of voltijdse loopbaanonderbreking.

2. Tijdskrediet met motief voor 36 maanden om een opleiding te volgen;
Dit recht kan worden opgenomen onder de vorm van een 1/5de vermindering van de arbeidsprestaties.

Collectieve arbeidsovereenkomst 103 voorziet ook in de mogelijkheid op niveau van het paritair comité of de onderneming om dit recht op te nemen onder de vorm van een halftijdse of voltijdse loopbaanonderbreking.

De duur van het tijdskrediet met motief mag maximaal 51 maanden bedragen.

3. Voor de personen van 50 jaar en ouder voorziet collectieve arbeidsovereenkomst 103 in de mogelijkheid om de arbeidsprestaties te verminderen met 1/5de tijds in de volgende gevallen: voorheen een zwaar beroep uitgeoefend hebben, zoals bepaald in voornoemde collectieve

arbeidsovereenkomst nr. 103, gedurende minstens 5 jaar in de loop van de 10 voorgaande jaren of gedurende minstens 7 jaar in de 15 voorgaande jaren.

De overeenkomst bepaalt dat de sectoren op het niveau van het Paritair comité of van de onderneming ook in de mogelijkheid kunnen voorzien van een 1/5de vermindering voor alle personen van minstens 50 jaar met een beroepsloopbaan van 28 jaar.

De leden van het paritair comité besluiten om gebruik te maken van de mogelijkheden die collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 biedt en om de verschillende rechten verhoudingsgewijs uit te breiden

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de inrichtingen en diensten die op regelmatige wijze de kinderopvang van minder dan 12 jaar organiseren, zoals de crèches, de peuterspeelplaatsen, de gemeentelijke kinderopvangdiensten, de kinderopvangtehuizen, de kinderbewaarplaatsen – de kinderbewaarplaatsen voor dringende en flexibele opvang, de diensten voor buitenschoolse opvang, de diensten voor erkende kinderopvang en de diensten voor geconventioneerde kinderopvang, de diensten voor thuisopvang van zieke kinderen, die ressorteren onder het Paritair comité voor de Franstalige en Duitstalige sector voor maatschappelijk welzijn en gezondheidszorg.

Artikel 2

Onder "werknemers" wordt verstaan: de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden.

Artikel 3

Het 2de lid van artikel 2 van bovenvermelde collectieve arbeidsovereenkomst van 9 september 2002, wordt als volgt vervolledigd:

"en de achtereenvolgende wijzigingen ervan, namelijk collectieve arbeidsovereenkomst 103 bis van 27 april 2015 en collectieve arbeidsovereenkomst 103 ter van 20 december 2016."

Artikel 4

Het 2de lid van artikel 3 van bovenvermelde collectieve arbeidsovereenkomst van 9 september 2002, wordt gewijzigd als volgt:

"Met toepassing van artikel 4 § 4 van collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103, stemmen de partijen ermee in dat het tijdskrediet met motief bedoeld in artikel 4 §§ 1 en 2 kan worden opgenomen onder de vorm van een volledige onderbreking, halftijdse vermindering of vermindering met 1/5^{de} tijds voor de maximale periode bedoeld in artikel 4 van collectieve arbeidsovereenkomst 103, namelijk:

51 maanden voor de motieven bedoeld in artikel 4 §1:

- om voor hun kind te zorgen tot de leeftijd van 8 jaar;

- voor het verstrekken van palliatieve zorgen, zoals bepaald in artikel 100 bis, §2 van de herstelwet van 22 januari 1985;
- om bijstand of verzorging te geven aan een zwaar ziek gezins- of familielid, zoals bepaald in de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998;
- om zorg te dragen voor hun gehandicapt kind tot de leeftijd van 21 jaar;
- voor het verlenen van bijstand of verzorging aan hun minderjarig zwaar ziek kind of aan een minderjarig zwaar ziek kind dat gezinslid is zoals gedefinieerd in artikel 4 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot invoering van een recht op loopbaanonderbreking voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid.

36 maanden voor de motieven bedoeld in artikel 4 § 2;

- voor het volgen van een opleiding die overeenstemt met de beschrijving van CAO 103;

Voor een maximumduur van 51 maanden, alle motieven door elkaar".

Artikel 5

Artikel 6, 2^{de} lid van bovenvermelde collectieve arbeidsovereenkomst van 9 september 2002 wordt vervangen als volgt:

"Met toepassing van artikel 8 § 3 van collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103, stemmen de partijen ermee in dat alle werknemers van 50 jaar en ouder, met een beroepsloopbaan van 28 jaar, die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in collectieve arbeidsovereenkomst 103 om in aanmerking te komen voor een loopbaanvermindering met 1/5^{de} tijds, een 1/5^{de} tijds loopbaanvermindering kan genieten, zonder dat er rekening wordt gehouden met de referentiedrempel gekoppeld aan het aantal in de instelling tewerkgestelde werknemers. Hiervoor is echter het voorafgaand akkoord van de werkgever vereist, in functie van de criteria waarover is onderhandeld met de vakbondsdelegatie waar die bestaat".

Artikel 6

Deze collectieve arbeidsovereenkomst gesloten voor een onbepaalde duur en treedt in werking op ¹ april 2017.

Ze kan herzien of opgezegd worden op vraag van de meest gerede partij mits een opzegtermijn van drie maanden; deze vraag moet per aangetekend schrijven worden gericht tot de Voorzitter van het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector.